CHIFFONS DE PAPIER

CE QU'IL FAUT SAVOIR

DES

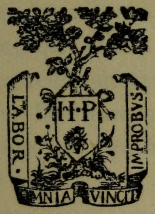
ORIGINES DE LA GUERRE

DE 1914

PAR

DANIEL BELLET

LAURÉAT DE L'INSTITUT
SECRÉTAIRE PERPÉTUEL DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE
DE PARIS
PROFESSEUR A L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
ET A L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES



31761 09427031 1

13736 C
29/12/15

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1915

Tous droits réservés

STANFORD UNIVERSITY LIBRARY

CHAPITRE PREMIER

POURQUOI IL FAUT CONNAITRE CES ORIGINES

Il ne s'agit pas ici de tenter une histoire de la guerre terrible qui dévaste l'Europe, qui a ruiné et ensanglanté la Belgique, qui a coûté et coûte tant d'existences. Cela passerait tout à la fois notre ambition et nos capacités. Aussi bien, il serait trop tôt, alors que tant de combats mêmes ne sont pas connus dans tous leurs détails, dans toutes leurs phases; que bien des manœuvres ne peuvent être expliquées, motivées; que la documentation manque fréquemment. A plus forte raison serait-il prématuré (quoique peut-être plus utile) de dresser le relevé des monstruosités commises par un ennemi qui a, pour consigne et pour pensée directrice, la violence sans le frein du droit des gens. Ce dossier terrible sera à faire à la fin de cette épouvantable campagne de dévastation par les armées allemandes et autrichiennes.

Sa lecture tristement éloquente sera le complément de l'acte d'accusation qu'il est possible déjà

de dresser, en mettant en évidence la responsabilité du cataclysme volontairement provoqué. Et c'est justement cette responsabilité qu'il est dès maintenant essentiel de déterminer de la façon la plus indiscutable. Cette responsabilité commence d'effrayer les coupables ; et c'est pour cela qu'ils poursuivent la campagne de presse la plus habile, mais aussi la plus mensongère, pour essayer de s'innocenter par avance. Le cataclysme suscité par les ambitions dominatrices de l'Allemagne encore plus que de l'Autriche ne se contente point de semer la mort et la ruine dans les pays directement attaqués ; en vertu de cette solidarité naturelle, inévitable, qui lie tous les marchés comme tous les pays du monde ; dans le monde entier, précisément, les incidences terribles de la crise se font sentir à ceux qui en sont le plus innocents. Et, aussi bien au simple point de vue des intérêts matériels qu'à celui plus élevé de la morale, de l'humanité, de la dignité humaine, de l'honneur, il n'est pas un homme réellement *civilisé* qui ne doive chercher à comprendre, à constater par des preuves indiscutables, qui a voulu, qui a déchaîné le cataclysme dans une pensée de conquête, qui en est responsable.

Ce sera le rôle de l'historien de bien montrer dans quel but l'Allemagne a agi. Nous voulons seulement prouver à chacun, mettre chacun à

même de prouver qu'elle a déchaîné la tempête, qu'elle la cherchait depuis quarante ans, montrer à l'aide de quels procédés perfides et hypocrites.

Il faut avoir sous la main les preuves officielles de ces perfidies, de ces mensonges, des faux commis officiellement; de la violation, consommée effrontément et niée maintenant non moins effrontément, de signatures librement données, de conventions acceptées solennellement.

C'est que vraiment, en présence de l'audace des mensonges répandus par l'Agence officielle allemande, repris par des représentants de la soi-disant science allemande, de sa *kultur* spéciale, faisant appel aux nations civilisées; ceux qui n'ont pas sous la main des documents irréfragables, les documents officiels qu'il est malaisé de réunir quand on n'est pas un spécialiste, documents qui n'ont été aucunement rétorqués même par les personnages officiels de l'Allemagne; ceux-là en arrivent parfois à hésiter, à se demander si vraiment ils ne font pas erreur, si l'on ne calomnie pas le souverain, le chancelier, qui font répandre ces mensonges, et les individus qui les aident à les distribuer aux nations neutres. On ne peut s'imaginer qu'il soit possible de mentir avec pareille audace, quand la preuve du mensonge est facile à administrer.

Dès le début de la guerre de 1914, mensonge et

duplicité ont été la ligne de conduite des Allemands, et aussi des Autrichiens leurs complices : on doit le dire, sans animosité préalable aucune, sans le moindre parti pris national, en reconnaissant au contraire qu'on s'était fait des illusions sur la mentalité de ces gens. Et pourtant l'histoire de la fameuse dépêche d'Ems était là pour prouver qu'un faux était une arme dont on se servait sans honte, avec une certaine satisfaction de criminel heureux, à la cour d'Allemagne. La nation allemande avait approuvé la confection et l'usage de ce faux, qui auraient conduit un particulier aux travaux forcés. Il n'y avait plus de « juges à Berlin ». Qu'on lise les *Mémoires de Bismarck*, par Busch, on y entendra le « grand homme » des Allemands se vanter d'avoir falsifié un texte. Le roi Guillaume avait envoyé d'Ems, à propos de la candidature au trône d'Espagne d'un Hohenzollern, une dépêche cédant aux demandes de la France. La guerre allait être évitée. Bismarck ne le voulait point, pas plus que le général de Moltke, fils transfuge du Schleswig-Holstein, qui avait tiré l'épée contre son pays au profit de la Prusse. Et Bismarck arrangea, *maquilla* le texte original du télégramme, de manière à rendre la déclaration de guerre inévitable par la France. A cette époque tout comme en 1914, ainsi que l'illustre faussaire l'a écrit dans ses Souvenirs, « il fallait que l'Alle-

magne fût *l'attaquée* ». Ce qui n'empêchait du reste le général de Roon, complice de Bismarck, gibier de travaux forcés par conséquent, d'oser écrire que « ces canailles de Français puent le mensonge » !

A cette époque déjà, on parlait, dans ces réunions de faussaires, du « Dieu des Anciens jours ».

On le voit par cet exemple historique trop oublié, le mensonge et les faux sont dans les traditions allemandes ; on s'en fait gloire. Mais il est bon d'en donner de nouvelles preuves tristement de circonstance. Il est essentiel que chacun ait la conviction bien assise de l'infamie de l'attaque, et puisse dessiller les yeux des ignorants, ou de gens bienveillants surpris par l'audace imperturbable et les publications des représentants, masqués ou non, de la *Duplice*.

C'est le « Casier judiciaire » de l'Autriche et surtout de l'Allemagne que nous voulons impartialement dresser. Il faut l'avoir en main. C'est la précaution élémentaire à prendre en face des malfaiteurs.

CHAPITRE II

LES ORIGINES LOINTAINES DE LA CONFLAGRATION

Pour qu'un casier judiciaire soit édifiant, il faut qu'il comporte tout le passé du malfaiteur, qu'il nous donne la trace de ses méfaits antérieurs. Cette falsification de la dépêche d'Ems, et l'admiration que ce faux a suscitée dans les mentalités allemandes, nous laissent déjà pressentir de quoi ce peuple est capable. Cela fait partie de ses antécédents.

Mais il faut les connaître tous. Dans les efforts qu'il fait maintenant, que ses hommes de science poursuivent pour tromper l'opinion publique, ils affirment tout à la fois (les deux choses se tenant) que ce n'est pas l'Allemagne « qui a commencé », qu'elle a été attaquée, et que ce n'est pas davantage elle qui a violé la neutralité de la Belgique; qu'elle n'a fait que répondre à une violation consommée par la France. (Ils n'osent pas en dire tout à fait autant pour le Luxembourg, et les

savants économistes comme MM. Schmoller ou Brentano qui accusent Angleterre, Belgique et France de mentir, passent sous silence ce détail de la violation du Luxembourg). Il est facile de montrer par des documents que, depuis quarante années, l'Allemagne essaye de se faire attaquer; facile de prouver que, finalement, c'est elle qui a déchaîné la guerre qu'elle voulait; facile aussi de démontrer qu'elle a protesté sa signature, violé les conventions comme les traités qu'elle avait signés.

Quand on constate, en présence de faits historiques aisés à retrouver dans tous les journaux, moniteurs officiels, discussions parlementaires, combien de fois l'Allemagne a essayé d'entraîner la France dans une nouvelle guerre qu'elle espérait « d'écrasement » ; d'amener notre pays à déclarer cette guerre, à en prendre l'initiative, pour laisser à l'Allemagne le beau rôle et ne pas lui en faire porter la responsabilité devant le monde entier; on n'est plus surpris de la cynique audace d'aujourd'hui, des mensonges accumulés, de la duplicité qui s'accuse dans les origines immédiates des tueries actuelles.

Si trop de gens ignorent ou ont oublié le faux du prince de Bismarck, il en est presque autant qui ignorent ou ne se rappellent plus tout ce qui s'est passé depuis 1871, à part peut-être les inci-

dents tout récents. Ce sont autant de preuves que l'Allemagne et les Allemands cherchaient la guerre, et qu'ils mentent en affirmant qu'on la leur a imposée.

Ces manifestations ne devaient pas tarder à se faire au lendemain de nos désastres de 1871, simplement parce que nous nous en relevions trop vite au gré de nos ennemis. Et, dès 1874, Bismarck annonçait à notre ambassadeur qu'il fallait une guerre d'écrasement contre la France; et s'il avait du moins la franchise d'affirmer qu'il était prêt à déclarer lui-même la guerre à notre pays, son complice de Moltke nous donnait au Parlement allemand, en février 1874, comme prêts à envahir l'Allemagne. On prétendait nous interdire de renouveler et reconstituer notre matériel de guerre, parce que cela devait préparer la guerre; on nous menaçait de l'occupation de Nancy, sans déclaration bien entendu, et comme « gage de paix ». Seule l'intervention de la reine Victoria, qui regrettait tant de ne pas être intervenue quatre années plus tôt, calma les menaces allemandes. Il est à noter que, dès ce moment, l'Allemagne voulait la Belgique et le nord de la France; et cela aurait dû nous éclairer suffisamment sur son respect des signatures et des engagements.

En 1875, à nouveau, on affirmait que nous voulions la guerre, puisque nous augmentions nos

effectifs : toujours même duplicité ; comme si l'Allemagne n'avait pas été la première, tout autant qu'en 1913, à renforcer son outillage de guerre! Les mots se retrouvent comme les procédés ; et de Moltke déclarait qu'il fallait « nous prévenir », ce qui n'aurait évidemment pas été vouloir la guerre ; pas plus que ce n'a été violer la neutralité belge que d'envahir son territoire afin de « prévenir » une invasion de ce territoire par nous. L'état des choses fut révélé notamment par un aveu cynique de M. de Radowitz à notre ambassadeur en Allemagne, et par une révélation du correspondant du *Times,* M. de Blowitz, en mai 1875. Il fallait en finir avec la France, disait-on ; mais alors, pas plus que maintenant, on n'avait de haine pour notre pays!

Ce fut l'occasion d'une nouvelle intervention de la part de l'illustre et sage reine Victoria, annonçant qu'elle ne souffrirait pas que « la paix fût troublée ». En même temps, la Russie, par la voix d'Alexandre II, lançait également son veto. Mais ce sont les Russes, et surtout les Anglais, qui sont des peuples désirant la guerre ; et l'Allemagne est innocente de tout! Aujourd'hui comme toujours.

Elle allait procéder désormais plus discrètement, pour se garder à carreau de cette maudite diplomatie, de l'intervention des puissances étrangères ; et Bismarck avait simplement conclu de

tout cela qu'il fallait mettre le monde « en face du fait accompli ». Rien ne se révéla ouvertement jusqu'en 1887. A ce moment, des armements nouveaux nous avaient été imposés par les mesures prises chez nos voisins, évidemment point du tout contre nous. Toute une série de publications, analysées par le capitaine Andrillon, avaient préparé le coup en excitant l'opinion publique germanique. Bismarck, suivant la méthode qui était de plus en plus pratiquée par la franchise naturelle allemande, insistait devant le Parlement, en janvier 1887, sur ce que l'Allemagne n'attaquerait point! On essayait d'autre part d'exciter le patriotisme et l'indignation français en opprimant autant que possible les Alsaciens-Lorrains, en multipliant les arrestations, les procès de tendance. Et comme cela ne suffisait point pour nous amener à déclarer la guerre, on organisa la monstrueuse affaire Schnœbelé, en présence de laquelle il est extraordinaire vraiment que les Français aient pu garder leur calme. Commissaire spécial à Pagny-sur-Moselle, il fut attiré dans un véritable guet-apens, appelé sur territoire allemand soi-disant pour affaire commune de service; deux agents se précipitèrent sur lui, le poursuivirent, et le ligotèrent sur territoire français. Et il fut emmené à Metz sous accusation d'espionnage, après une violation de territoire qui, au point de vue

du principe, valait celle de la Belgique en 1914. L'Allemagne allait enfin nous amener à la guerre déclarée par nous.

L'occasion était belle : elle possédait un explosif nouveau et redoutable!

Ce fut un grand honneur pour le président du Conseil français, M. Goblet, de modérer l'indignation publique en face de cette monstrueuse attaque; et, en présence de l'attitude de la Russie et des autres grandes puissances, Bismarck, la rage au cœur, dut remettre en liberté M. Schnœbelé. Le coup avait « raté ».

Tout cela suffirait déjà comme preuves de la franchise teutonne et de son désir sincère de paix! Mais l'affaire du Maroc allait permettre de nouveau, et à plusieurs reprises, aux Allemands, pourtant privés désormais de leur grand maître en fourberie, Bismarck, d'essayer de nous amener au conflit poursuivi depuis si longtemps.

A partir de 1905, et sous les auspices ou par la parole ou les actes de Guillaume II, que les intellectuels allemands donnent comme parfaitement innocent des tueries actuelles, les provocations directes ou non se sont multipliées. Ce n'était pas par pur hasard que le souverain vint lui-même au Maroc en mars 1905, au lendemain des défaites de notre alliée la Russie, pour prononcer ses fameux discours pompeux, sentant toujours « la poudre

sèche ». Il se déclarait opposé à notre politique marocaine, pour préparer un *casus belli* à utiliser. En 1906 et 1907, ce fut la fameuse Conférence d'Algésiras, par laquelle on voulait nous acculer à la guerre. En 1908, l'affaire invraisemblable des déserteurs de Casablanca laissait pressentir les efforts que l'on poursuivrait plus tard, à propos de la Légion étrangère, pour nous humilier ou nous amener à un refus de satisfactions, qui vaudrait déclaration de guerre (toujours les combinaisons machiavéliques, la duplicité).

Alors que la preuve était faite qu'un consul d'Allemagne excitait nos soldats de la Légion à déserter, non seulement on ne voulait pas donner tort à ce fonctionnaire, mais encore on entendait imposer à la France des excuses, pour avoir repris militairement les déserteurs qui s'étaient engagés vis-à-vis d'elle. C'était une tentative d'empiétement sur la police et la justice à l'intérieur du pays. Il fallut encore à notre gouvernement et à nos représentants diplomatiques autant d'habileté et de dignité que de fermeté et de calme, pour éviter la conflagration que poursuivait toujours l'Allemagne, à condition qu'elle fût déchaînée par nous.

Ce n'était pas fini, puisque cela s'est continué avec la complicité de l'Autriche dans la période récente, jusqu'au jour de la vio-

lation de la neutralité belge... et même après.

L'Allemagne n'avait pas eu la guerre, puisque la France avait consenti à se rendre à la Conférence d'Algésiras. Il allait se faire une autre tentative, qui, elle, est récente, et par suite moins inconnue du lecteur actuel que l'affaire Schnœbelé ou le faux d'Ems. C'est ce qu'on a appelé pittoresquement le « Coup d'Agadir ». Au moment de l'occupation de Fez, de Méquinez, au Maroc, l'Allemagne cria à la violation de l'acte d'Algésiras; on a cru un moment que c'était simplement pour obtenir des compensations, par chantage, dans la région du Cameroun; mais les faits passés et les circonstances présentes prouvent bien que le gouvernement allemand, cette fois encore, cherchait à « décrocher » la guerre. Et sous prétexte de dangers courus par des ressortissants allemands, un navire de guerre fut envoyé à Agadir. C'était une insulte. Nous la supportâmes patiemment, dans notre désir profond de paix. Au reste, si la guerre n'éclata point durant ce mois de juillet 1911, cela est dû en partie, et encore une fois, à l'intervention de l'Angleterre et de la Russie. Les trois grandes nations se sont retrouvées fidèlement, depuis quarante ans, chaque fois qu'il a fallu éviter le sang versé. D'où les calomnies de l'Allemagne, furieuse de se voir ainsi trompée dans ses espoirs.

L'Allemagne se rejeta alors sur les compensa-

tions territoriales à obtenir; et en cette matière encore elle se montra aussi exigeante que possible, ce qui pouvait peut-être amener la guerre, douce espérance pour elle. A ce moment, la Belgique et la Hollande prenaient, pour protéger leur neutralité, des mesures qui s'imposaient assez, la campagne de 1914 le prouve. Encore en septembre, l'Allemagne cherchait à lasser notre patience; elle n'insista pas trop, quand elle constata chez elle une crise financière qui eût été bien nuisible pour une entrée en campagne. Mais trois fois on avait failli arriver à la guerre : le journal *le Times* l'a prouvé.

C'était partie remise. Et pourtant le ministre de la Guerre, général von Herringen, avait fait campagne à la tribune du Parlement contre notre Légion étrangère, que la presse officieuse appelait « une infamie » ; il avait annoncé que le gouvernement allemand s'occuperait en temps voulu de la question des enrôlements dans cette Légion, comme si cela ne regardait pas uniquement la France, souveraine sur son territoire. On avait parlé « d'obliger » la France : autant d'insultes et de provocations.

Les manœuvres recommencèrent quand l'Allemagne fut sortie de sa crise financière, et à propos de l'approbation de l'accord franco-allemand sur le Maroc et le Congo. L'héritier du trône menait

la campagne. Et si le chancelier obtint l'approbation du traité, ce fut en lançant des menaces très claires contre les « ennemis du dehors ».

Bien d'autres incidents sont survenus en 1913, qui avaient pour but de mettre notre patience à bout, quelles que fussent les déclamations pacifiques de l'empereur, en mal d'effets théâtraux. Des dirigeables allemands prenaient l'habitude de voyages au-dessus de notre territoire; un Zeppelin atterrit près de Lunéville en mars. Ce fut, en avril, l'incident des Allemands molestés par des étudiants à Nancy, donnant naissance à une campagne de presse en Allemagne, et pour lequel le gouvernement français punit divers fonctionnaires. Un peu plus tard, un aéroplane militaire allemand atterrissait sur notre frontière de l'Est : autant d'occasions pour susciter, de la part de nos habitants de l'Est, non oublieux du passé, un geste d'impatience gros de conséquences possibles. Des menaces non déguisées avaient du reste été prononcées au Parlement allemand contre la France à l'occasion de l'incident de Nancy; et pendant ce temps les lois d'exception et les mesures violentes se multipliaient sur le sol de l'Alsace-Lorraine.

Nous en passons. M. Clément fut arrêté pour espionnage, sans motif; la campagne contre la Légion reprit, etc.

Entre temps, s'était produite l'annexion formelle

de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche : ceci en violation d'une signature solennelle, les Habsbourg ne tenant pas plus leurs engagements que les Hohenzollern. En vertu du traité de Berlin de 1878, signé notamment par l'Autriche-Hongrie, celle-ci s'était engagée à ce que l'occupation de ces provinces par elle ne « porterait jamais atteinte aux droits de souveraineté du sultan ». Brusquement, en 1908, elle annexait la Bosnie-Herzégovine à l'empire autrichien; et le sultan (aujourd'hui allié des Autrichiens et des Allemands) pouvait, avec raison, réclamer contre cette forfaiture. La Serbie avait réclamé elle aussi, par suite des intérêts nationaux qu'elle avait dans ces pays. Et l'on avait pu se demander pendant des mois si les grandes puissances (autres que l'Allemagne) ne recourraient pas à l'argument de la guerre, pour rappeler l'Autriche au respect des engagements. C'était ce qu'avaient espéré sans doute les deux complices, désireux tout au moins de voir jusqu'où irait la longanimité des nations redoutant de déchaîner le fléau de la guerre.

Encore une fois le coup « ratait ».

Un bienheureux assassinat allait donner une occasion dont on saurait profiter pour lancer l'Europe dans une guerre épouvantable. Et pourtant, en dépit des informations mensongères allemandes et même autrichiennes, il faudrait que les

deux puissances complices en arrivent à déclarer la guerre, ou à commettre des actes équivalant à une déclaration : ce que nous démontrerons tout à l'heure, uniquement à l'aide de documents officiels indiscutables. Comme suite des mesures odieuses prises par l'Autriche, depuis bien des années, contre ses sujets non allemands ou hongrois; comme conséquence de ses menaces, de ses menées durant la guerre des Balkans; les sentiments les plus hostiles contre le gouvernement autrichien régnaient dans la population serbe de l'empire austro-hongrois, et en particulier chez les Serbes de Bosnie-Herzégovine. On n'avait pas à s'étonner et à chercher la main du gouvernement serbe dans la chose, quand, le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône autrichien, passant dans une rue de Serajevo avec sa femme, fut tué par un assassin, faisant partie d'un complot serbe.

Nous ne pouvons pas dire que l'assassinat a été suscité par les gouvernants autrichiens, désireux, même au prix de la vie du neveu de l'empereur, de trouver un bon prétexte à une déclaration de guerre à la Serbie, qui devait entraîner la plupart des autres puissances dans le conflit; ce conflit, dans la pensée de nos ennemis, nous entraînerait enfin à déclarer la guerre que cherchait l'Allemagne depuis 1873 ou 1875. On n'affirme pas ce

qu'on ne peut prouver (1). En tout cas, les assassins principaux étaient sujets autrichiens; et l'un d'eux avait été autrefois pris sous la protection du gouvernement autrichien même, alors que cet individu était menacé d'expulsion de Serbie. En tout cas, le gouvernement autrichien aurait voulu se procurer l'occasion cherchée (si l'on en juge surtout d'après la façon dont il s'est comporté ensuite), qu'il n'aurait pas agi différemment. Et l'on peut bien suspecter un gouvernement qui s'est conduit comme il l'a fait à la fin de juillet 1914, et qui, auparavant, avait violé la signature appo sée par lui au bas du traité de Berlin.

Nous en arrivons aux origines immédiates de la guerre qui ensanglante actuellement la France, après avoir dévasté la Belgique; qui a fauché tant d'existences parmi nos amis anglais comme dans les rangs russes; qui a coûté tant de sang à la petite mais vaillante population serbe. C'est ici que la mauvaise foi, la duplicité, la forfaiture vont s'accuser de la manière la plus indiscutable, à la lumière de documents officiels que l'Allemagne n'a pas osé rétorquer. Et quand enfin nous pourrons lui faire payer sur son sol, comme les Russes l'ont déjà fait en Autriche et quelque peu dans

(1) Qu'on note toutefois que les deux coupables principaux ne sont point condamnés à mort, au contraire de leurs complices : voilà qui est probant!

l'empire allemand, tant de massacres, de pillages, d'incendies, de bombardements de villes ouvertes et le reste; si nos ennemis trouvent la punition bien dure, et si bien entendu ils sont de bonne foi, si la mentalité allemande ne les aveugle pas; qu'ils lisent ces quelques pages et qu'ils s'instruisent.

CHAPITRE III

DOCUMENTS OFFICIELS INDISCUTABLES

Qu'on remarque bien les circonstances très spéciales dans lesquelles les deux puissances qui constituent la *Duplice* allaient reprendre le « coup » qui avait « raté » tant de fois. En Russie, il avait éclaté des grèves qui semblaient graves, du moins de l'extérieur. La question du Home Rule et la formation de corps préparés à une sorte de guerre civile en Irlande, paraissaient devoir immobiliser la Grande-Bretagne. En France, des révélations qu'on jugeait sensationnelles avaient été faites au Parlement sur l'insuffisance de notre armement; et l'Allemagne croyait d'autre part profonds les dissentiments séparant chez nous les divers partis.

Le moment semblait propice. On allait donner à ces pays l'illusion de la tranquillité, et tout préparer sous main. C'est pourquoi l'Autriche ne démasquera qu'au bout d'un mois ses batteries; l'Allemagne tiendra à Paris un langage longtemps conciliant. Et pendant ce temps, l'empereur Guil-

laume II fait croisière en Norvège, pour permettre à ses représentants d'arguer de cette absence comme d'un motif de paix assurée.

A la suite du meurtre, mettons de l'assassinat, du 28 juin, le gouvernement autrichien se maintenait dans des réticences vis-à-vis de l'Angleterre et de la Russie, alors que la presse et l'opinion publique, en Autriche, multipliaient les menaces contre les Serbes. Il allait même, le 7 juillet, jusqu'à affirmer s'occuper de mesures « uniquement intérieures » contre les menées serbes ; le 8, le ministre-président de Hongrie faisait au Parlement hongrois un discours pacifique, toujours pour endormir les esprits ; et le 22 juillet, il renouvelait ses assurances tranquillisantes, à la veille exactement de l'envoi à la Serbie de l'ultimatum auquel elle devait donner satisfaction dans les quarante-huit heures !

L'Autriche accusait des fonctionnaires et officiers serbes d'avoir aidé au meurtre. Elle demandait à la Serbie, on peut dire qu'elle voulait lui imposer, elle lui ordonnait sous peine de la guerre, non seulement de s'excuser publiquement, et en termes imposés eux-mêmes, dans son propre *Journal officiel ;* mais encore de rappeler à l'ordre tous ses fonctionnaires, de supprimer les publications, sociétés, déplaisant à la monarchie autrichienne ; de chasser fonctionnaires et officiers hos-

tiles à celle-ci; d'arrêter telles personnes qu'on indiquait; de confier partiellement les poursuites aux mains d'agents autrichiens sur le territoire serbe, etc. C'en est assez pour montrer que ces exigences équivalaient à la suppression de la souveraineté de la Serbie chez elle.

Cet ultimatum avait été préparé à l'abri des manifestations pacifiques que nous venons de citer; on ne le faisait connaître que le 24 à l'Angleterre, sans donner ni preuves de l'intervention de fonctionnaires serbes dans le crime, ni temps pour vérifier ce qui avait pu en être. Et pourtant la Serbie avait à obtempérer. D'ailleurs, quand l'Angleterre, redoutant des complications, avait manifesté à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres qu'elle espérait bien que l'Autriche, avant toutes choses, justifierait des accusations lancées contre les Serbes, le représentant de l'empereur Guillaume, pour temporiser, avait opiné dans le même sens. Les prétendues preuves ne furent fournies que le 7 août, quand enfin les deux complices avaient une guerre... dans des conditions un peu différentes toutefois de celles qu'ils espéraient.

Sous l'influence des grandes puissances que l'Allemagne ose maintenant accuser d'avoir déchaîné la guerre, la Serbie allait accepter pour ainsi dire tout, quelque humiliation qu'elle dût en ressentir, pour éviter un conflit qu'on sentait

bien ne pas pouvoir se localiser; que l'Allemagne et l'Autriche voulaient voir devenir le brandon de discorde qui avait fait long feu à propos de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Cette acceptation presque telles quelles de toutes les exigences autrichiennes a été donnée le 26 juillet par la Serbie : on la trouve dans tous les journaux officiels et au *Recueil des documents diplomatiques* (sous le n° 39, pour les gens désireux d'aller aux sources). La brièveté du délai imposé (et justement dans ce but) mettait la Serbie presque hors d'état d'en appeler pratiquement à l'aide diplomatique des autres puissances. Aussi bien, pour brusquer encore les choses (la méthode brutale allemande), le représentant d'Autriche en Serbie avait reçu ordre de quitter Belgrade le 25 à 6 heures du soir, si réponse satisfaisante ne lui était pas remise. Cette rupture diplomatique était consommée à 6 heures et demie : ce n'était pas encore la guerre déclarée; mais cela montrait la volonté arrêtée d'une guerre contre la Serbie, tout simplement pour déclancher la guerre européenne contre la France et aussi la Russie. On ne songeait pas que deux autres nations apporteraient leur concours imprévu.

Au milieu de l'émotion ressentie en Angleterre, en France, en Russie, parce qu'on ne voulait pas le déchaînement du fléau de la guerre, on gardait

des illusions sur la pensée dirigeante allemande. L'Allemagne faisait tout pour entretenir ces illusions. Nous avons vu par le passé quel était son intérêt, du moins son désir entêté. Tout au contraire la Russie n'avait rien à gagner dans un conflit, elle s'était montrée pacifique; la Grande-Bretagne avait prouvé qu'elle désirait uniquement le rétablissement définitif de la paix dans les Balkans. Et quant à la France, lors des provocations innombrables de l'Allemagne, elle avait manifesté sa volonté de ne point lancer le monde dans de nouvelles tueries. Tout dépendait de l'Allemagne, ainsi que le dit plus tard le ministre des Affaires étrangères de Russie.

L'Allemagne conseillait à l'Angleterre de pousser la Russie à intervenir comme médiatrice; d'autre part elle jouait l'ignorance, en affirmant ne rien savoir de l'ultimatum à la Serbie; alors que celui-ci avait été rédigé après approbation du représentant de l'Allemagne à Vienne. Au surplus, le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, le 22 juillet, affirmait qu'il ne devait pas y avoir d'intervention étrangère dans la discussion purement localisée entre l'Autriche et la Serbie. La contradiction n'était pas pour intimider les diplomates germaniques. On savait bien que la Russie ne pouvait demeurer indifférente à un écrasement de la Serbie, d'une population de même origine;

mais il ne fallait pas montrer « le bout de l'oreille » trop tôt.

Si du moins on avait voulu autre chose que la guerre quand même, l'Autriche aurait allongé le délai accordé à la Serbie pour répondre ; c'est ce qu'avait immédiatement demandé sir Edward Grey, secrétaire d'État des Affaires étrangères anglaises, au gouvernement autrichien. On lui répondit simplement que tout dépendait de la Russie ; alors que la provocation et l'ultimatum émanaient de l'Autriche, par conséquent de l'Allemagne !

Que l'on n'oublie pas, pour rétorquer les mensonges allemands affirmant le désir de guerre de l'Angleterre, que, à ce moment si critique, c'est en vain que les gouvernements russe et français, le 24 juillet, avaient demandé à la Grande-Bretagne d'affirmer sa solidarité avec eux. Comme dans les journées suivantes, et jusqu'au moment de la violation de la neutralité belge, nos voisins et amis se refusaient à s'engager : précisément, qu'on le comprenne bien, pour modérer toutes les impatiences, pour inciter Russie et France à épuiser tous les moyens pacifiques, sans être tentées d'envisager plus tranquillement peut-être une lutte où l'on aurait l'appui anglais. L'Angleterre ne se faisait pas du reste d'illusions sur la préméditation du « coup » austro-allemand, puisque l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, dans une dépêche

officielle du 14 juillet, disait : « Le président de la République française et le président du Conseil étant absents encore pour quatre ou cinq jours, il semblerait que l'Autriche a choisi exprès son moment. »

Dans cette même journée du 24 juillet (où se succédaient ininterrompues les conversations diplomatiques les plus graves), l'Allemagne commençait de prendre une seconde position : il ne lui était plus possible de faire l'ignorante; et elle commençait de justifier la façon de faire de l'Autriche. Elle commençait également à menacer, parlant de conséquences « incalculables » en cas d'intervention d'une autre puissance.

Néanmoins, et tout en perçant quelque peu à jour cette manière de faire alterner la menace et les façons de « bon apôtre », la France, l'Angleterre essayaient d'amener l'Allemagne à s'associer à elles, et aussi à l'Italie, en vue d'une intervention modératrice. Cette intervention, comme le disait notre représentant à Berlin, eût été acceptée d'emblée, si l'Allemagne en avait pris l'initiative. Il s'agissait, pour cette puissance, de ne pas refuser catégoriquement, mais de rendre la chose impossible, pour en arriver à ses fins. Le 25 juillet, elle reconnaissait, dans une conversation avec le représentant de l'Angleterre, que l'Autriche entendait bien prendre des mesures militaires. Du

reste, le 26, l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, parlant à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, et ne s'imaginant pas ce qu'il adviendrait plus tard, avait l'imprudence de lui faire remarquer que « la France n'était pas du tout en état de faire face à une guerre ». C'était l'aveu cynique, mais maladroit (comme beaucoup de façons de faire allemandes) qu'on visait un conflit avec la France peut-être avant tout! Il avait même ajouté (encore une imprudence) : « L'Allemagne sait parfaitement ce qu'elle fait en appuyant l'Autriche. » Nous le croyons volontiers. Mais elle ne pressentait pas ce qui adviendrait, et l'immanente justice.

Malgré tout, l'Autriche se sentait quelque peu intimidée par cet accord, tout au moins pacifique, entre trois des plus grandes puissances du monde; et, échappant quelque peu sans doute aux directions allemandes (peut-être aussi pour gagner encore un peu de temps), le 25 juillet toujours, elle avait informé l'Angleterre qu'il s'agissait d'un ultimatum « qui n'en était pas un »; que des opérations militaires ne seraient pas la conséquence immédiate de l'écoulement du délai imposé. C'était une occasion nouvelle que la Grande-Bretagne ne laissa pas échapper, de gagner l'Allemagne à une tentative de médiation; trois fois en somme l'Angleterre a fait cette même tentative, qui ne rencontrait que des réponses dilatoires du gouverne-

ment allemand, se contentant de transmettre à l'Autriche des désirs anglais, sans plus. C'est sous cette influence pacifiante et sur les conseils de la Russie et de la France, que la Serbie en arriva, ainsi que nous l'avons dit, à en passer à peu près par tout ce que réclamait l'Autriche de plus humiliant. On était à la fin de la journée du 26 juillet. Et tous les gens de bonne foi non désireux de butin, de pillage, de carnage, de domination violente, non pétris de la « culture allemande », espéraient que c'était la fin d'un incident, grave sans doute, mais qui n'irait guère plus loin.

Mais l'ambassadeur de Russie à Vienne, M. Schebeko, ne s'y trompait point quand, le 26 au soir, il disait : « le gouvernement austro-hongrois est résolu à la guerre » ; et il aurait pu ajouter « de connivence avec l'Allemagne, son inspiratrice en fait ». Celle-ci jetait constamment de l'huile sur le feu, puisque l'ambassadeur allemand à Vienne, M. de Pourtalès, portant du reste un beau nom français, accusa immédiatement la Serbie de faire « semblant » de céder. (Ceci, comme tout le reste, est enregistré dans un document diplomatique.)

Pendant ce temps, du moins le matin du 27 juillet, l'Allemagne se refusait carrément à aider à constituer une conférence pouvant intervenir dans des vues pacificatrices. En même temps, les menaces se faisaient plus précises : on annonçait

qu'on mobiliserait pour répondre à toute mesure du genre émanant de la Russie. Déjà, depuis le 25, l'empereur Guillaume était rentré à Berlin; il ne pouvait plus prétendre que c'était en dehors de lui qu'on embrouillait les choses. Il est vrai qu'on poursuivait autant que possible le double jeu cher à la mentalité allemande, en insistant sur un désir sincère de localiser le conflit, de maintenir la paix.

Le 28 juillet, la poire était jugée mûre; et quoique, encore une fois, la Serbie se fût soumise à toutes les exigences de l'Autriche (sauf celles qui faisaient pratiquement disparaître son autorité sur son territoire), l'Autriche lui déclarait la guerre. Elle et l'Allemagne savaient ce qu'elles faisaient; elles connaissaient les sentiments de la Russie vis-à-vie de la Serbie, qui ne lui permettraient pas de la laisser démembrer. La France serait entraînée dans la guerre; sans doute l'Angleterre ne « marcherait pas », suivant l'expression familière, puisqu'elle s'était refusée à s'engager au regard de la Russie et de la France. On aurait une excellente campagne d'écrasement, contre nous en particulier. On s'arrangerait (pensait-on) pour amener la France, alliée de la Russie, à déclarer vraiment la guerre à l'Allemagne, puis à l'Autriche; et, de cette manière, le traité d'alliance avec l'Italie obligerait celle-ci à se trouver

aux côtés des deux autres membres de la Triplice.

A ce moment, la Russie elle-même était sans aucune hésitation favorable à une conférence, comme le prouve le communiqué de l'ambassade de Russie à Londres du 27 juillet. Par contre, une conversation du 28 entre le ministre des Affaires étrangères russe et l'ambassadeur d'Allemagne prouvait que l'Allemagne était favorable à l'intransigeance de l'Autriche. Celle-ci aurait cédé, nous l'avons déjà indiqué, sans l'entêtement voulu et raisonné de son alliée. Et c'est sous cette influence que le ministre des Affaires étrangères d'Autriche annonça à l'Angleterre qu'on ne pouvait différer les mesures guerrières contre la Serbie, qui avait pourtant, encore une fois, à peu près tout consenti!

Comme argument susceptible de toucher Autrichiens et Allemands, le représentant à Vienne de la Grande-Bretagne invoquait la paix de l'Europe! Voilà qui était bien indifférent à la « Duplice », puisque le ministre comte Berchtold déclarait avec calme, en réponse à cet appel, que la guerre était juste, inévitable, qu'il n'y avait pas à discuter!

Dès lors, le conflit européen allait se produire comme les deux nations allemandes l'avaient voulu. A quoi servirait une nouvelle humiliation, une concession complète de la part de la Serbie, pro-

posant, le 28 au soir, pour se conformer aux désirs de paix de la France, de la Russie, de l'Angleterre, d'accepter toutes les exigences autrichiennes? A quoi servaient les efforts désespérés de médiation de la part de la Grande-Bretagne? Sans doute le chancelier d'Allemagne assurait qu'il désirait contribuer au maintien de la paix; mais il ajoutait que, du moment où la Russie commençait de mobiliser (par une précaution élémentaire en face de l'entrée en campagne de l'Autriche!), il ne pourrait continuer à prêcher la modération à Vienne. Il est vrai qu'il trouvait tout naturel, au même moment, de demander à l'Angleterre de modérer la Russie. Tout simplement pour infliger à celle-ci un retard considérable dans ses précautions militaires; tandis que, comme cela a été prouvé, l'Allemagne même avait déjà commencé d'appeler individuellement ses troupes. Et le 29 juillet pourtant sir Edward Grey faisait encore escompter au chancelier « la gratitude de tous », s'il sauvegardait la paix de l'Europe. On devait bien rire à Berlin! Il n'est pas démontré toutefois, et fort heureusement, que cette duplicité donnât vraiment le change aux dirigeants de la Grande-Bretagne; car, le 29 juillet, sir G. Buchanan, ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, avec son humour britannique, écrivait à sir Edward Grey : « Je crains bien que l'ambassadeur

d'Allemagne ne contribue pas à adoucir les choses : il a accusé le gouvernement russe d'avoir mis en péril la paix de l'Europe! »

La pensée allemande allait se dévoiler ce jour même, 29 juillet; alors que du reste l'Allemagne osait affirmer que son chancelier s'efforçait de devenir le médiateur entre la Russie et l'Autriche. La fourberie allait se révéler cette fois avec une impudence cynique, et parce que l'on manque grossièrement de psychologie dans le milieu allemand, en vertu de sa mentalité primitive, barbare. On était convaincu que l'Angleterre se désintéresserait de la lutte, parce qu'elle avait refusé de prendre un engagement vis-à-vis de la France ou de la Russie. On se figurait d'autre part qu'on n'en était pas, dans le monde anglais, au respect près d'une signature ou d'un engagement solennel, du moment où les intérêts immédiats britanniques n'étaient pas touchés.

Et dans le dossier des infamies allemandes, on doit mettre en bonne place la conversation du chancelier avec l'ambassadeur d'Angleterre sir E. Goschen : elle est de la fin de la triste journée du 29 juillet (que les curieux la cherchent au n° 85 des *Documents diplomatiques*). On y trouve tout avoué par avance : tentative d'achat (d'enchère, comme a dit sir E. Goschen) de la neutralité britannique dans une guerre contre la France; guerre

annoncée cette fois par conséquent. Puis, en même temps qu'allusion à une violation possible du territoire hollandais, reconnaissance positive de l'intention de violation de la neutralité du territoire belge (dont on se défend tant maintenant). Le fait est qu'on disait : « l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'engager des opérations en Belgique » ; mais « après la guerre l'intégrité de ce pays serait respectée ».

On voulait la complicité de la Grande-Bretagne ; sa neutralité mènerait « à cette entente qui tenait tant au cœur du chancelier ». C'était touchant, mais un peu grossièrement naïf, comme toutes choses allemandes. On avait oublié que jamais l'Angleterre n'a manqué à sa signature, pas plus qu'un boutiquier anglais.

Et l'Allemagne allait avoir un terrible réveil. Elle s'était découverte un peu imprudemment vis-à-vis de la nation dont elle escomptait la complicité et la forfaiture.

CHAPITRE IV

MENSONGES ET VÉRITÉ

Il s'agit de la vérité tout court; puisque, paraît-il, il existe une vérité allemande, si nous en croyons les manifestes lancés de toutes parts dans l'empire allemand. Cette vérité allemande ressemble étrangement au mensonge; elle consiste principalement à affirmer que la France « a commencé »; que l'Allemagne n'a violé aucun engagement, nullement forfait à son engagement de respect du sol belge, protesté la signature apposée par elle sous le traité international constituant la neutralité et l'inviolabilité de ce sol; ou encore que l'Angleterre a voulu s'attaquer traîtreusement à l'empire allemand par jalousie; qu'enfin la pauvre Allemagne est une victime de la félonie des autres nations, et d'un complot monté contre elle par des envieux de sa puissance et de sa civilisation.

Nous ne nous occupons pas des autres affirmations non moins véridiques de l'Allemagne, au sujet de ce qui serait des calomnies à l'égard des

actes de ses troupes, pillages, massacres, violation du droit des gens, de la Convention de La Haye signée par l'Allemagne en 1907, non moins solennellement que le traité posant les bases de la neutralité belge. Cela nous entraînerait en dehors des origines de la guerre, auxquels nous entendons nous limiter.

Le document diplomatique que nous venons de citer révélait déjà tous les plans allemands à accomplir avec la complaisance escomptée de l'Angleterre. Il fallait l'épaisse mentalité germanique, pour ne pas comprendre que cette complicité ne se réaliserait jamais; non seulement à cause du passé d'honnêteté de l'Angleterre; mais encore parce que, le 29 juillet même, sir Edward Grey avait essayé de faire comprendre à l'ambassadeur d'Allemagne que son amour de la paix ne signifiait pas qu'il laisserait tout se faire, en maintenant la Grande-Bretagne à l'écart. Cela n'avait pas empêché l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, qui avait parfaitement connu l'ultimatum autrichien à la Serbie avant qu'il fût expédié, comme l'a affirmé M. de Bunsen (preuve de la complicité allemande), de continuer à manifester les sentiments les plus antirusses.

Dans la soirée du 30 juillet, le gouvernement britannique infligeait à l'Allemagne un soufflet vraiment mérité, mais qui ne fut pas senti comme

il aurait dû l'être par quelqu'un ayant le sentiment de l'honneur. Sir Edward Grey chargeait l'ambassadeur anglais à Berlin de dire qu'un marché conclu avec l'Allemagne, en vue de l'écrasement de la France et de la violation de la neutralité belge, serait pour la Grande-Bretagne « une honte dont elle ne se relèverait jamais ». On ne comprit même pas pratiquement ce que cela pouvait faire pressentir, au cas où l'empire mettrait à exécution ses projets; et, le 31, le chancelier allemand, qui avait continué d'affirmer ses efforts pacifiques à Vienne, déclarait que l'Allemagne ne pouvait demeurer « tranquille » en présence de la mobilisation russe. Celle-ci n'avait fait du reste que suivre la mobilisation autrichienne. Aussi bien la Russie avait en mains la preuve que l'Allemagne faisait des préparatifs militaires depuis quelque temps déjà. Pour se donner encore plus d'avance, l'Allemagne continuait d'affirmer qu'elle essayait de calmer l'Autriche. Mais, le 31, à 7 heures du soir, l'empire lançait un ultimatum à la Russie lui enjoignant de démobiliser.

C'était la guerre; et tout d'abord contre la France autant que contre la Russie, puisque, en même temps, on requérait la France de faire connaître l'attitude qu'elle allait adopter. Qu'on remarque que l'ultimatum, équivalant en somme à une déclaration de guerre, du moins à la Rus-

sie, était lancé au moment où l'Autriche paraissait, elle, un peu hésiter, au seuil d'une si terrible aventure, et admettait enfin une discussion de son ultimatum à la Serbie, cause déterminante de toute la crise. Après cette forme d'attaque brusquée de l'Allemagne, lançant ultimatum à la Russie, tout espoir était perdu. L'Allemagne avait sa guerre si longtemps poursuivie.

Le danger devenait redoutable pour nous; nous avions attendu autant qu'on pouvait attendre; peut-être trop; mais dans l'intention arrêtée où nous étions, comme la Russie et comme la Grande-Bretagne, de faire le possible et l'impossible pour empêcher le déchaînement d'une guerre, que l'on pressentait devoir être épouvantable par le nombre des combattants, les moyens de destruction employés; lors même que les armées allemandes ne l'eussent pas rendue encore bien plus horrible par leurs procédés barbares d'incendie, de pillage, de massacre des populations civiles paisibles.

On avait déjà proclamé chez nos vainqueurs de 1871 ce qu'on nomme le « Kriegsgefahr », mesure permettant de mobiliser d'importantes masses de troupes, sans proclamer encore la mobilisation générale; d'amener les troupes de couverture au pied de guerre; d'appeler six classes; mesure intermédiaire précieuse pour nous prendre en traître. La mobilisation générale était proclamée en Rus-

sie; mais on sait que, dans l'immense empire, elle ne peut se faire qu'assez lentement. C'est seulement le 1er août, à 3 h. 40, que la mobilisation générale française était ordonnée. Ce n'était pas une déclaration de guerre, et c'est ce qui chagrinait certes le gouvernement allemand. Il faudrait prendre la responsabilité de cette déclaration.

On essaya bien de l'éviter. Malheureusement le gouvernement français tenait à se limiter autant que possible à des mesures défensives : une zone de dix kilomètres avait été laissée entre la frontière allemande et nos troupes. Les Allemands en profitèrent pour se livrer immédiatement à des incursions dans les agglomérations et sur les populations de cette zone. Dès le 30 juillet même, des patrouilles allemandes avaient pénétré sur notre territoire. Pendant ce temps, l'Allemagne avait déclaré qu'il y avait état de guerre entre elle et la Russie, se justifiant en disant que son seul avantage sur sa voisine « était la rapidité ». C'était déjà le « nécessité fait loi » qui contribuera à rendre célèbre dans l'histoire du monde M. le chancelier de l'empire allemand de Bethmann-Holweg.

Ce fut seulement le 3 août, à 6 h. 45 du soir, que l'Allemagne déclara positivement la guerre à la France. Mais, dès le 2, elle avait violé la neu-

tralité du Luxembourg et envahi son territoire, ce qui ne pouvait avoir qu'un but, attaquer la France plus ou moins directement par cette voie. C'était également le 2 août que le gouvernement allemand avait envoyé à la petite Belgique un ultimatum d'avoir à laisser « pacifiquement » la violation de sa neutralité se consommer, sous peine d'être considérée comme ennemie et traitée en conséquence. De plus, l'armée allemande s'était livrée sur notre sol à plusieurs actes de meurtre et de violence.

Et après tout cela, les Allemands, même de soi-disant intellectuels, osent affirmer encore que leur pays n'a pas voulu la guerre. Du reste, comme il est bien difficile de ne pas s'embrouiller et *se couper* quelque peu quand on ment, le fameux et noble chancelier, dans la célèbre séance du Parlement du 5 août, s'est écrié qu'on ne « pouvait vraiment pas attendre patiemment le moment choisi par les puissances enserrant l'Allemagne » ; ce qui est l'aveu le plus formel qu'on a pris les devants. Nous retrouverons cette pensée et cet aveu, maladroit tout au moins, quand nous verrons comment s'est faite la violation effrontée de la Belgique, dont on se défend pourtant avec tant d'entêtement aujourd'hui... parce qu'on a constaté qu'elle a suscité l'indignation chez toutes les nations neutres.

La mauvaise foi de l'Allemagne est prouvée par tout, par le discours auquel nous venons de faire allusion, comme par une conversation édifiante que nous résumerons tout à l'heure : conversation entre l'ambassadeur d'Angleterre, sir E. Goschen, et l'illustre chancelier allemand; et aussi par un colloque entre ce même ambassadeur et le secrétaire d'État des Affaires étrangères d'Allemagne.

L'examen des documents diplomatiques prouve à l'évidence que la France n'a pas voulu la guerre : le 2 août, alors que l'Allemagne se refusait encore à envoyer la déclaration de guerre, dans l'intention que nous avons indiquée, une colonne allemande venant du Luxembourg (envahi en violation des traités) a dû être arrêtée par les forts de Longwy; un détachement de cavalerie allemande a passé la frontière à Cirey-sur-Vezouze et a occupé un instant Bertrambois; un escadron de cavalerie a fait une incursion près de Delle; un autre a fait irruption, volé des chevaux réquisitionnés, emmené des hommes; une reconnaissance du 5e chasseurs allemand est parvenue à Joncherey; le 3 août, cinquante soldats allemands venaient fouiller les maisons de Wisembach; plusieurs détachements ont opéré à peu près de même dans la région des Vosges. Et pendant ce temps, nous ne déclarions pas la guerre! L'Allemagne a été forcée de le faire le 3 août!

L'Angleterre, elle, a eu la patience d'attendre la violation effective du sol et de la neutralité de la Belgique, pour ordonner à son ambassadeur, sir E. Goschen, de demander ses passeports; ce qui laissait entendre que la Grande-Bretagne se mettrait aux côtés des assaillis.

Est-ce que la Russie pouvait être considérée comme ayant déclaré la guerre, après que c'est bel et bien l'Allemagne qui s'est refusée à toute intervention effective en faveur de la paix?

L'Italie est venue du reste prouver que l'attaque émane bien de ses deux ci-devant alliés. Elle ne leur devait son appui qu'au cas où ils seraient attaqués : or, le 3 août, le marquis di San Guiliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, a fait savoir que son pays resterait neutre, parce que la guerre entreprise avait un but nettement agressif!

En même temps qu'ils se sont défendus et se défendent plus que jamais (en présence de l'indignation du monde civilisé) d'avoir déchaîné la guerre, les Allemands prétendent qu'ils n'ont point forfait à l'honneur, qu'ils n'ont pas manqué à leurs engagements solennels.

Pour le Luxembourg, cela fait si peu doute, qu'ils n'ont même pas songé à accuser ici les Français d'avoir commencé. Le 2 août, le ministre d'État du Luxembourg pouvait, avec indignation,

avertir l'Angleterre que, de grand matin, le Grand-Duché avait été envahi par des troupes allemandes; des trains blindés apportant des munitions en abondance pour prendre possession du territoire, ou tout au moins le traverser. C'était la violation la plus formelle du traité de Londres du 11 mai 1867, et aussi de la Convention V de la Haye du 18 octobre 1907 : deux textes au bas desquels l'Allemagne a apposé sa signature. Au surplus le texte de 1867 vise le traité du 19 avril 1839, relatif à la Belgique; et au bas de celui-ci, on trouve cette même signature avec celles de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie.

On ne s'embarrasse pas des engagements les plus solennels à la cour de Prusse, ou dans le monde allemand, qui s'est rendu solidaire, par les manifestations les plus diverses, de la forfaiture officielle. Un document que nous avons cité plus haut, adressé à l'Angleterre par l'Allemagne, plus particulièrement par le secrétaire d'État des Affaires étrangères, le 29 juillet, au sujet d'un *marché* à passer pour obtenir la neutralité de l'Angleterre, avait montré le bout de l'oreille de la façon la plus nette, la menace pour la Belgique. Le 30 le gouvernement anglais avait manifesté son dégoût d'un pareil marchandage. La Grande-Bretagne, comme l'Allemagne et l'Autriche, avait

en effet, avec les autres nations que nous venons de citer, signé le traité de 1839; traité étendant celui de 1831 et confirmé par celui de 1870, proclamant indépendance et neutralité de la Belgique; et les Anglais ont la fâcheuse habitude de faire honneur à leur signature! Pour éclairer encore les Allemands sur ce que c'est que l'honneur, sir Edward Grey avait demandé à l'Allemagne (en adressant pour la forme pareille demande à la France) si elle était bien préparée à respecter la neutralité de la Belgique. Et tandis que la France répondait aussitôt qu'elle tiendrait scrupuleusement sa parole, pourvu qu'une autre nation ne violât pas cette neutralité; tandis que la Belgique annonçait qu'elle était résolue à défendre de toutes ses forces cette neutralité (comme elle l'a si vaillamment fait), la duplicité du secrétaire d'État des Affaires étrangères allemand invoquait la nécessité de « consulter l'empereur et le chancelier », avant de répondre qu'on agirait en « honnête homme »! On se préparait du reste à la comédie du mensonge, en alléguant que la Belgique avait commis des actes d'hostilité.

On comprit en France et en Angleterre ce que cela signifiait. Et pourtant, en face de ce danger terrible du passage des troupes allemandes par la Belgique contre notre frontière du Nord, aussi peu défendue que possible, sous la foi des traités, on

demeurait dans l'illusion qu'on pouvait faire état d'une promesse solennelle allemande! Pour la Belgique, à la veille d'une violation possible de son sol, qu'elle se refusait à admettre dans les mêmes illusions, elle déclinait tout appui de troupes françaises, au cas d'une attaque; parce qu'elle ne la pouvait admettre de la part d'une puissance signataire du traité de 1839.

Elle comptait sans la mentalité allemande. L'Allemagne a été en effet assez inconsciente, dans sa malhonnêteté, pour proposer à la Belgique un *marché* lui permettant de faire passer ses troupes par son territoire, de violer celui-ci et sa neutralité, avec la complicité au moins passive des Belges. Cela fut expliqué dans un ultimatum du 2 août, envoyé à nos braves voisins, amis et alliés. On appelait cela, dans le document allemand, une « neutralité amicale »; les honnêtes gens le qualifieraient de complicité. En dépit des menaces de l'ultimatum au cas de refus de cette petite combinaison, la noble Belgique et son roi repoussèrent du pied ce honteux marché, en invoquant l'honneur de la nation. On sait ce qui est advenu. L'Allemagne a commis un crime de plus, elle a pillé, massacré, brûlé en Belgique, comme une nation de proie, une nation de barbares.

Ce qu'il y a de plus honteux encore peut-être, c'est qu'elle a cherché à colorer son acte d'un pré-

texte. Elle a osé affirmer que c'est la France qui avait la première violé cette neutralité, protesté sa signature. Elle a argué « d'intentions » des troupes françaises. Le chancelier de Bethmann-Hollweg a osé dire que son pays était en état de légitime défense. Déjà son empereur, accoutumé comme lui à « arranger la vérité », le 31 juillet, avait eu l'audace de dire que l'Allemagne était provoquée. Le mensonge est patent, particulièrement pour ce qui est de la neutralité de la Belgique. La preuve en est, hélas! dans ce fait que nous n'avons pu apporter d'appui effectif aux Belges, dans leur lutte première contre l'envahissement et le pillage de leur pauvre pays; la preuve en est que les Allemands n'ont pour ainsi dire rencontré aucune résistance, aucunes troupes en nombre dans le nord de la France. Et c'est ce qui leur a permis cet envahissement rapide qui leur donnait l'illusion de l'entrée à Paris en quelques jours.

Aussi bien les Allemands, comme tous les menteurs, *se coupent* facilement. Dans la séance du Reichstag du 5 août, le chancelier a tout avoué. « Devions-nous attendre patiemment le moment choisi par les puissances », a-t-il dit; ce qui prouve qu'on a prévenu toute violation de la part d'autrui, qu'elle n'était donc pas accomplie. Il a ajouté, avec un cynisme qui est la plus belle démonstration de la responsabilité et de la forfai-

ture allemandes : « Nécessité ne connaît point de loi. Cela est contraire au droit des gens... On s'en tire comme on peut. » C'est du Bismarck tout pur ; et M. de Bethmann-Hollweg peut entrer dans la galerie des faussaires qui compose le Panthéon allemand.

Et si l'on veut pénétrer complètement leur mentalité et leur honnêteté, on n'a qu'à lire, aux *Documents diplomatiques* (sous le n° 160), les conversations de l'ambassadeur anglais, sir E. Goschen, avec le secrétaire d'État von Jagow, et avec le chancelier. Leur mentalité s'est affichée à nu, dans l'émoi profond où ils ont été de constater que la Grande-Bretagne ne serait pas complice, qu'il ne fallait pas espérer même sa « neutralité bienveillante ». M. von Jagow n'a justifié la forfaiture qu'en disant qu'il fallait « prendre une bonne avance » ; toujours le « nécessité n'a pas de loi » ! Quant au noble chancelier, il s'est indigné vraiment que la Grande-Bretagne pût faire la guerre pour « un mot, neutralité », pour « un bout de papier ». Il a osé s'écrier que l'acte de la Grande-Bretagne était comme celui « de frapper un homme par derrière au moment où il défend sa vie contre deux assaillants ». Voilà la « Deutsch Kultur » : M. le chancelier n'a pas senti peut-être que le criminel qui mérite les travaux forcés, c'est celui qui viole ses engagements, qui ne respecte

pas sa signature, qui se jette les armes à la main sur celui-là même qu'il s'est engagé à protéger.

C'est en vain que sir E. Goschen, représentant d'une « Nation de Boutiquiers », a voulu faire comprendre ce que c'est que l'honneur à Son Excellence le chancelier von Bethmann-Hollweg, représentant de la culture et de la noblesse allemandes.

CHAPITRE V

A QUI LA RESPONSABILITÉ?

Après ce que nous avons dit, c'est-à-dire ce que nous avons prouvé, les documents historiques ou diplomatiques que nous avons résumés ici (1), la question ne se pose pas.

Et le coupable payera; ainsi que l'a dit le président des États-Unis Wilson, dans un document où, du reste, il a tenu à ne se prononcer que fort prudemment, peut-être pour ne pas indisposer les si nombreux Allemands que renferme la population des États-Unis. Le coupable, c'est l'Allemagne, sans oublier sa complice l'Autriche. Celle-ci a une responsabilité un peu moindre; en ce sens que, comme nous l'avons montré, c'est l'Allemagne qui a tenu à brusquer les choses, alors que l'Autriche aurait sans doute accepté une média-

(1) On pourrait y ajouter le *Livre jaune français,* confirmant tous les documents officiels que nous avons invoqués, et contenant un rapport officiel allemand de 1913 affirmant que la guerre contre la France s'impose.

tion, ou au moins un certain délai, dans l'affaire serbe. Encore le 1er août, ces sentiments avaient été communiqués par l'Autriche à l'Allemagne. Mais celle-ci ne voulait pas voir échapper une fois de plus l'occasion d'une guerre d'écrasement. Elle l'a voulue; de même qu'elle a violé de propos délibéré, et pour s'assurer des avantages, les signatures solennelles qu'elle avait apposées au bas des traités de 1831, de 1839, de 1867 et de 1870.

Cette responsabilité n'a pas tardé à inquiéter même l'Allemagne; et c'est pour cela qu'elle s'est lancée dans ces discussions byzantines, qui sont infirmées par les déclarations cyniques du chancelier au Parlement. C'est en vue d'implorer quelque jour l'indulgence, devant les responsabilités matérielles et en particulier pécuniaires, pour les crimes et les destructions qu'elle a commis; qu'elle a prétexté de soi-disant mesures déjà prises par la France. C'est dans ce but qu'elle a fouillé dans les archives du gouvernement belge, cambriolées par elle, et qu'elle en a sorti un soi-disant plan d'une coopération entre les armées belge et anglaise, contre un envahissement du fait de l'Allemagne. On n'a pas vu ce document; et les mensonges déjà prouvés des Allemands laissent douter de leur véracité en la circonstance. Au surplus, les faits récents prouvent que la Belgique aurait eu raison de s'entendre avec un des protecteurs naturels de son

indépendance et de sa neutralité, contre une violence possible de son voisin d'outre-Rhin, oublieux de sa signature.

Il est bon de se rappeler que, en 1870, à une autre époque où la Belgique aurait pu souffrir dans des conditions analogues, la Grande-Bretagne avait conclu avec les deux belligérants mêmes, Allemagne et France, un traité, celui de 1870, auquel nous faisions allusion plus haut, et qui déclarait que l'Angleterre prenait la neutralité de la Belgique sous sa protection. Annoncer qu'on fera respecter une neutralité, cela ne nous semble pas indiquer qu'on se prépare à violer cette neutralité. Pour interpréter les choses ainsi, il faut une mentalité et une mauvaise foi toutes germaniques!

Et qu'on ne nous accuse pas de juger légèrement en parlant de cette mauvaise foi. Qu'on se rappelle que, encore le 2 août, le ministre d'Allemagne à Bruxelles avait, avec le ministre des Affaires étrangères de ce pays, une conversation qui induisait celui-ci à conclure, en toute naïveté, que l'Allemagne respecterait la neutralité belge. Cela prouve que la Belgique était trop honnête pour pressentir la malhonnêteté d'autrui; et aussi qu'elle ignorait ce document que nous avons cité deux fois, parce qu'il est probant, où l'Allemagne avait proposé à l'Angleterre un marché que sir Edward Grey avait qualifié de « honteux ». C'était

ce que, au Parlement britannique, dans un mouvement admirable de dignité, le premier ministre d'Angleterre a qualifié « d'infâmes propositions » du chancelier de l'empire allemand.

Mensonges et forfaiture, violences, cruautés, violation de la parole donnée et des conventions signées : voilà ce que nous montre, du côté allemand et du côté autrichien, cette guerre de 1914, qui comptera parmi les fléaux déchaînés sur le monde par les ambitions germaniques. Tout a été préparé de longue main, tout a été voulu ; témoin ce volume publié en Allemagne sous le titre de *l'Interprète militaire,* par le capitaine von Scharfenort, de l'Académie de guerre, et où des modèles de lettres, affiches, circulaires, ont été prévus à l'avance, pour justifier les monstruosités que les troupes allemandes devaient méthodiquement commettre.

Mais qu'on cesse vraiment, dans les milieux allemands, par peur de cette terrible responsabilité et des comptes à régler pécuniairement, de chercher des faux-fuyants, de jouer l'innocence! Que l'on soit beau joueur; qu'on avoue toute la préméditation, la violation des neutralités et le reste! Que l'on suive l'exemple donné sans pudeur, mais au moins sans dissimulation, par le général von Disfurth. Il s'écrie dans le *Tag :* « Nous ne devons d'explications à personne, nous

n'avons rien à justifier, rien à excuser. Nous n'avons pas du tout à nous occuper de l'opinion des autres pays, même neutres. » Qu'on imite le publiciste Harden, disant : « Ce n'est pas contre notre volonté que nous nous sommes jetés dans cette aventure gigantesque. Nous l'avons voulue. »

C'est du moins une allure crâne, au lieu des efforts cauteleux. Il est vrai que, dans des pays où l'on est pourtant indulgent pour la soi-disant culture germanique, on voit déjà des représentants des plus grandes Universités, des hommes comme M. Charles W. Eliot, ancien président de l'Université Harvard, s'indigner de la violation de la neutralité belge, qui, d'après lui, aurait suffi à déterminer les sympathies américaines en faveur des Alliés; c'est-à-dire des peuples qui n'ont pas voulu la guerre, qui ont jusqu'au dernier moment cru à l'honneur du peuple allemand.

Les Allemands n'ont plus à espérer de voir les neutres implorer pour eux la pitié des nations civilisées triomphant de la barbarie. Aussi bien ces neutres n'ont-ils aucune voix au chapitre, puisqu'ils n'ont rien voulu risquer dans la défense de la civilisation. Les Allemands étaient fiers de leur richesse; le directeur de leur puissante banque nationale accusait, dans le pays, un revenu annuel énorme. Ce sera une belle occasion de grossir d'autant l'indemnité qu'on fera payer à l'Alle-

magne, surtout pour les ruines qu'elle a semées de toutes parts et de propos délibéré. Ils avaient dressé orgueilleusement, avant la guerre, le devis de ce qu'ils nous extorqueraient, en dehors des spoliations de territoires et des humiliations. Nous, nous leur imposerons la réparation complète de leurs forfaits. Et cette Allemagne que M. Paul Leroy-Beaulieu a flétrie du nom de « nation de proie », ce pays dont la guerre est depuis si longtemps une industrie nationale, rendra gorge, et constatera que ce n'est plus une « industrie qui paye ».

Cela lui sera plus sensible sans doute que l'opprobre dont elle s'est couverte par ses mensonges, par ses cruautés, par ses pillages et ses massacres.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

CHAP. I^er^. — Pourquoi il faut connaître ces origines..... 3

— II. — Les origines lointaines de la conflagration... 8

— III. — Documents officiels indiscutables 22

— IV. — Mensonges et vérité 36

— V. — A qui la responsabilité? 50

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^ie^

8, rue Garancière